

TABLE DES MATIERES	
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION GENERALE	3
Section 1. Définition	5
Section 2. Les objectifs poursuivis.....	5
Section 3. Les acteurs de la procédure pénale.....	6
Section 4. Les principes directeurs de la procédure pénale.....	8
§ 1. Procédure accusatoire et procédure inquisitoire	9
§ 2. Les principes d'impartialité, d'indépendance et de séparation des fonctions de justice répressive	10
A. L'indépendance des autorités judiciaires.....	10
B. L'impartialité du juge.....	11
C. La séparation des fonctions de justice répressive	12
§ 3. La présomption d'innocence et le droit au silence.....	13
A. La présomption d'innocence.....	13
B. Le droit au silence.....	15
§ 4. Le respect des droits de la défense	17
§ 5. Le droit à un procès équitable.....	18
§ 6. La publicité des débats devant la juridiction de jugement.....	22
§ 7. Le délai raisonnable	23
§ 8. La motivation des décisions judiciaires et le droit à un double degré de juridiction	26
§ 9. Le droit à la liberté individuelle	27
§ 10. Le droit au respect de la vie privée et familiale.....	28
A. Notion et applications en droit de la procédure pénale.....	28
B. Les ingérences autorisées	29
1. Le principe de légalité.....	29
2. Le principe de finalité.....	29
3. Le principe de proportionnalité	30
§ 11. Le droit à l'égalité de traitement et à la non-discrimination.....	30
Section 5. Les sources formelles du droit de la procédure pénale.....	30
§ 1. La Constitution.....	30
§ 2. Les traités internationaux	31
§ 3. Le Code d'instruction criminelle.....	32
§ 4. Les lois complémentaires	33
§ 5. Le Code judiciaire	34
Section 6. L'empire des lois de procédure pénale	35
§ 1. L'application dans le temps.....	35
§ 2. L'application dans l'espace	36
A. Les infractions commises sur le territoire national	36
1. Le principe de la compétence des juridictions belges	36
2. L'étendue du territoire national.....	36
3. Les exceptions	36
4. La localisation de l'infraction	37
B. Les infractions commises en dehors du territoire belge.....	38
1. Le principe de compétence réelle.....	39
2. Le principe de personnalité active	39
3. Le principe de personnalité passive	40
4. Le principe de compétence universelle	42
Section 7. Schéma donnant un aperçu des différentes phases du procès pénal.....	43

PREMIERE PARTIE. LES ACTIONS	45
TITRE I. INTRODUCTION	47
Section 1. La distinction entre l'action publique et l'action civile	47
Section 2. Les interférences d'une action sur l'autre	48
TITRE II. L'ACTION PUBLIQUE	49
Chapitre 1. Les sujets de l'action publique	49
Section 1. Qui peut exercer l'action publique ?	49
§ 1. Le ministère public	49
A. Organisation.....	49
B. Statut du ministère public.....	52
1. Unité.....	52
2. Indivisibilité.....	52
3. Indépendance.....	53
4. Irrécusabilité.....	53
C. Rôle du ministère public dans le procès pénal.....	54
D. La réforme.....	54
§ 2. Les administrations publiques	55
§ 3. La partie civile	55
Section 2. Contre qui les poursuites peuvent-elles être exercées ?	56
§ 1. L'auteur de l'infraction (personne physique ou morale)	56
§ 2. Le civilement responsable	56
Section 3. Les parties intervenant volontairement	57
Chapitre 2. L'exercice de l'action publique	57
Section 1. La décision de poursuivre	57
Section 2. Modes d'exercice	58
Section 3. Obstacles à l'exercice de l'action publique	59
§ 1. Les immunités et autres protections	59
A. L'immunité du Roi.....	59
B. Les poursuites contre les membres des gouvernements fédéral, communautaires et régionaux.....	60
C. L'immunité parlementaire.....	61
D. Les immunités diplomatiques, consulaires et internationales.....	61
§ 2. Nécessité d'une plainte préalable de la personne lésée	62
§ 3. Dénonciation	62
§ 4. Questions préjudicielles	62
Section 4. Les promesses relatives à l'action publique, à l'exécution de la peine ou à la détention à la suite de déclarations	63
Chapitre 3. Les causes d'irrecevabilité de l'action publique	64
Section 1. L'atteinte irrémédiable au droit à un procès équitable	65
Section 2. La provocation policière	65
Section 3. Les poursuites pénales et administratives concernant les infractions fiscales	66
Section 4. Autres causes	67
Chapitre 4. L'extinction de l'action publique	68
Section 1. Le décès de l'inculpé ou la dissolution de la personne morale	68
Section 2. La prescription	68
§ 1. Notion	68
§ 2. Caractères	69
A. Cause générale d'extinction de l'action publique.....	69
B. Caractère d'ordre public.....	69
§ 3. Les délais	70

A. La longueur du délai.....	70
1. Le droit commun.....	70
2. Les lois particulières	72
B. L'application dans le temps d'une loi modifiant un délai	72
§ 4. Le point de départ du délai.....	72
§ 5. Le calcul du délai.....	74
§ 6. L'interruption de la prescription	74
A. Les actes interruptifs	74
1. Généralités.....	74
2. Les actes d'instruction.....	75
3. Les actes de poursuite.....	76
4. Les actes non interruptifs.....	77
B. Les effets	77
§ 7. La suspension de la prescription	78
A. Notion	78
B. Les causes légales de suspension.....	78
1. Les trois causes de suspension prévues par l'article 24 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale	79
2. Les causes de suspension prévues par les lois particulières.....	79
C. Les causes de suspension reconnues par la jurisprudence	81
D. Les effets.....	81
§ 8. Les effets de la prescription de l'action publique.....	82
§ 9. Vers une réforme du régime de la prescription de l'action publique ?	82
Section 3. La chose jugée.....	83
§ 1. Notions générales.....	83
§ 2. Les conditions	84
A. Une décision du juge pénal coulée en force de chose jugée	84
B. Identité de faits.....	84
C. Identité de personnes.....	85
§ 3. Les effets des décisions des juridictions étrangères	85
A. Compétence extraterritoriale des juridictions belges.....	85
B. Compétence territoriale des juridictions belges.....	85
Section 4. La transaction pénale.....	86
Section 5. La procédure de « médiation et mesures » (anciennement « médiation pénale »).....	89
Section 6. L'ordre de paiement.....	92
Section 7. L'amnistie	93
Section 8. L'abrogation de la loi pénale.....	94
Section 9. Les sanctions administratives	94
Section 10. La transaction émanant de certaines administrations publiques	95
Section 11. L'action civile <i>sui generis</i> exercée devant les juridictions du travail.....	95
Section 12. Le désistement de la partie civile dans les délits sur plainte	96
TITRE III. L'ACTION CIVILE.....	97
Chapitre 1. Les sujets de l'action civile.....	97
Section 1. Qui peut exercer l'action civile ?.....	97
Section 2. Contre qui peut être exercée l'action civile ?.....	99
Section 3. L'intervention d'un tiers	100
Chapitre 2. Les droits de la victime et l'exercice de l'action civile.....	100
Section 1. Les droits de la victime, de la personne lésée et de la partie civile	100
§ 1. Les droits de la victime	100
§ 2. Le statut de la personne lésée	101

§ 3. La partie civile.....	102
Section 2. Le recours à la médiation réparatrice.....	103
Section 3. L'exercice de l'action civile	104
§ 1. L'option de la victime	104
§ 2. L'action civile portée devant la juridiction civile.....	104
A. Le criminel tient le civil en état	104
B. L'autorité de la chose jugée au répressif sur le procès civil ultérieur.....	105
§ 3. L'action civile devant les juridictions répressives	106
A. Caractère accessoire de l'action civile.....	106
B. Modes de constitution de partie civile.....	107
C. La constitution par action.....	108
1. La constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction.....	108
2. La citation directe	108
D. La constitution par intervention	109
Section 4. L'aide financière de l'État au profit de certaines victimes d'infractions.....	110
Section 5. L'indemnité de procédure	111
Chapitre 3. L'extinction de l'action civile.....	112
Section 1. Le désistement et la transaction	112
Section 2. La prescription	112
Section 3. La chose jugée.....	113
DEUXIEME PARTIE. LA PHASE PRELIMINAIRE DU PROCES PENAL.....	115
TITRE I. LES ACTEURS DE LA PHASE PRELIMINAIRE DU PROCES PENAL.....	117
Chapitre 1. Aperçu de la phase préliminaire du procès pénal.....	117
Chapitre 2. Les fonctionnaires de police.....	118
Section 1. La distinction entre les fonctions de police judiciaire et celles de police administrative.....	118
Section 2. Les officiers de police judiciaire.....	119
Section 3. La nouvelle structure policière.....	119
§ 1. La police locale	120
A. Zone de police et police locale.....	120
B. Missions de la police locale	120
1. Missions à caractère local.....	120
2. Missions à caractère fédéral	120
C. Direction	121
D. Compétence territoriale.....	121
§ 2. La police fédérale	121
A. Missions.....	121
B. Organisation générale.....	121
1. Les directions générales	122
2. Les directions de coordination et d'appui déconcentrées	122
3. Les directions judiciaires déconcentrées.....	122
C. Direction	123
D. Compétence territoriale.....	123
§ 3. Les fonctionnaires à compétences particulières	123
§ 4. Les Comités de contrôle des services de police et de renseignements	123
Chapitre 3. Le ministère public.....	124
Chapitre 4. Le juge d'instruction	124
Chapitre 5. Les juridictions d'instruction	125
TITRE II. LES CARACTERISTIQUES DE LA PHASE PRELIMINAIRE DU PROCES PENAL.....	127
Chapitre 1. Le caractère écrit.....	127

Chapitre 2. Le caractère unilatéral	127
Chapitre 3. Le secret de l'information et de l'instruction et ses exceptions	128
TITRE III. L'INFORMATION PRELIMINAIRE	131
Chapitre 1. La définition de l'information	132
Chapitre 2. La recherche proactive	132
Chapitre 3. La compétence territoriale du parquet	133
Chapitre 4. La politique criminelle	134
Chapitre 5. Les actes de police judiciaire et d'information	134
Section 1. Généralités	134
Section 2. La notion de flagrant délit et ses conséquences	135
Section 3. Les procès-verbaux	137
Section 4. Les descentes et les prélèvements sur les lieux	138
Section 5. L'audition des personnes	138
§ 1. Les règles applicables à toutes les auditions	139
A. Généralités.....	139
B. Le déroulement de l'audition.....	140
C. La délivrance d'une copie de l'audition.....	142
§ 2. Les règles spécifiques à certaines auditions	142
A. L'audition des suspects non privés de liberté.....	142
B. L'audition des suspects privés de liberté.....	144
C. L'audition des mineurs d'âge et majeurs vulnérables témoins ou victimes de certaines infractions.....	148
D. L'audition à distance.....	149
E. L'enregistrement audio(visuel).....	149
F. Le cas particulier du polygraphe.....	150
G. L'audition de personnes « repenties ».....	152
§ 3. La confrontation	154
Section 6. Les contrôles d'identité	155
Section 7. La fouille des personnes	155
Section 8. L'arrestation d'une personne	157
§ 1. L'arrestation administrative	157
§ 2. L'arrestation judiciaire	158
A. Arrestation en cas de flagrant délit ou crime.....	158
B. Arrestation hors le cas du flagrant délit ou crime.....	159
C. La durée de l'arrestation.....	159
D. Le procès-verbal de l'arrestation.....	159
E. L'audition des suspects arrêtés.....	159
F. Le droit de faire informer une personne de confiance et le droit à une assistance médicale.....	160
Section 9. Le recours à la force, aux menottes ou aux armes à feu	160
Section 10. La fouille des véhicules	161
Section 11. L'interception du courrier	162
Section 12. Les visites domiciliaires et perquisitions	162
§ 1. Le principe de l'inviolabilité du domicile	162
§ 2. Les exceptions prévues par la loi	164
A. Le flagrant crime ou délit.....	164
B. Le consentement ou la réquisition de la personne qui a la jouissance des lieux.....	165
C. L'appel venant des lieux.....	166
D. Les incendies, inondations, catastrophes et menaces graves pour l'intégrité des personnes.....	166
E. Les lieux accessibles au public.....	167

F. Le contrôle visuel discret sans mandat du juge d'instruction.....	167
G. La perquisition et le contrôle visuel discret sur mandat du juge d'instruction	167
H. Les exceptions prévues par les lois particulières	167
Section 13. Le contrôle visuel discret autorisé par le procureur du Roi	168
Section 14. Les saisies.....	170
§ 1. Notion et objet	170
A. La saisie des choses pouvant servir à la manifestation de la vérité	171
B. La saisie des choses visées à l'article 42 du Code pénal	171
C. La saisie par équivalent.....	172
D. La saisie des avantages patrimoniaux supplémentaires découlant de l'infraction ou de faits identiques, des biens et des valeurs qui leur ont été substitués et des revenus de ces avantages investis	173
E. La saisie du patrimoine d'une organisation criminelle	173
F. La saisie de choses en vertu de lois particulières	173
§ 2. Les formes.....	174
§ 3. Le référé pénal.....	175
§ 4. La procédure d'aliénation du bien saisi ou de sa restitution moyennant le paiement d'une somme d'argent	176
Section 15. L'intervention différée.....	177
Section 16. La récolte de données concernant les avoirs et transactions à caractère financier	177
Section 17. La recherche non secrète dans un système informatique.....	178
Section 18. L'identification de l'utilisateur d'un service de communication électronique.....	181
Section 19. Le repérage et la localisation des communications électroniques.....	182
Section 20. L'interception de communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique	183
Section 21. L'exploration corporelle	183
Section 22. Les prélèvements sanguins	184
Section 23. Les prélèvements et l'identification par analyse ADN	184
Section 24. Les expertises et les avis de personnes spécialisées	186
§ 1. En cas de flagrant délit ou crime.....	186
§ 2. En dehors du flagrant délit ou crime	186
Section 25. Le rapport d'information succinct et l'enquête sociale	187
Section 26. Les méthodes particulières de recherche.....	187
§ 1. Le cadre et les conditions générales des méthodes particulières de recherche	188
A. Le contrôle permanent du procureur du Roi et de l'officier de police désigné à cette fin	188
B. L'interdiction de la provocation.....	188
C. L'interdiction de commettre des infractions et ses exceptions	189
§ 2. L'observation.....	190
§ 3. L'infiltration policière.....	191
§ 4. L'infiltration civile.....	192
§ 5. Le recours aux indicateurs	194
§ 6. La tenue du dossier séparé et confidentiel.....	194
§ 7. Le contrôle sur la légalité de la méthode particulière de recherche.....	195
A. Le contrôle par la chambre des mises en accusation à la clôture de l'information.....	195
B. Le contrôle des dossiers classés sans suite	196
Section 27. L'infiltration Internet	196
Section 28. Divers.....	197

Chapitre 6. La mini-instruction	198
Chapitre 7. L'accès au dossier des personnes directement intéressées et le contrôle des informations de longue durée	199
Chapitre 8. La fin de l'information	201
Section 1. La renonciation aux poursuites	201
§ 1. La renonciation provisoire : le classement sans suite	201
§ 2. La renonciation définitive.....	203
Section 2. L'ouverture des poursuites	203
§ 1. La citation directe devant la juridiction de jugement	203
§ 2. La convocation par procès-verbal.....	205
§ 3. La procédure de comparution immédiate	205
§ 4. La procédure de reconnaissance préalable de culpabilité	205
§ 5. L'ouverture d'une instruction préparatoire.....	206
Schéma du déroulement de l'information	207
TITRE IV. L'INSTRUCTION	209
Chapitre 1. La définition de l'instruction et de la mission du juge d'instruction	209
Chapitre 2. L'ouverture de l'instruction	210
Section 1. La compétence du juge d'instruction	210
§ 1. La compétence matérielle	210
§ 2. La compétence personnelle.....	211
§ 3. La compétence territoriale.....	211
Section 2. La saisine du juge d'instruction	212
§ 1. Les principaux modes de saisine	212
A. Le flagrant délit.....	212
B. Le réquisitoire du procureur du Roi aux fins d'instruire.....	213
C. La constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction	214
D. L'auto-saisine dans le cadre de la mini-instruction	215
E. Les saisines ponctuelles du juge d'instruction sans ouverture d'une instruction . .	215
1. La mini-instruction.....	215
2. L'audition du témoin anonyme à la demande de la juridiction de fond.....	215
3. L'exécution de la mesure de surveillance ordonnée dans le cadre de l'enquête de patrimoine	216
§ 2. L'étendue et les conséquences de la saisine	216
Chapitre 3. Les actes d'instruction	218
Section 1. Généralités	218
Section 2. L'interrogatoire de l'inculpé	219
Section 3. L'inculpation	220
Section 4. L'audition de la partie civile	221
Section 5. L'audition des témoins	221
§ 1. Notion.....	221
§ 2. La convocation du témoin.....	222
§ 3. Les formes de l'audition.....	222
§ 4. L'obligation de répondre aux questions	224
§ 5. Le faux témoignage	224
Section 6. La descente sur les lieux	225
Section 7. La perquisition	225
§ 1. Notion.....	225
§ 2. Les limites au pouvoir de perquisition	227
A. Le moment de la perquisition.....	227
B. L'inviolabilité de certains lieux et les cas particuliers	227
Section 8. Le contrôle visuel discret dans un domicile	228

Section 9. Le recours aux méthodes particulières de recherche	229
§ 1. Généralités	229
§ 2. L'observation dans une habitation	230
§ 3. L'observation ou l'infiltration à l'égard d'un avocat ou d'un médecin	230
Section 10. L'ouverture et la prise de connaissance du courrier	231
Section 11. Les saisies et le référé pénal	231
Section 12. La recherche ou l'extension de recherche non secrète dans un système informatique.....	231
Section 13. Les mesures provisoires à l'égard des personnes morales.....	233
Section 14. Le mandat d'amener.....	233
Section 15. Le mandat d'arrêt.....	234
Section 16. L'exploration corporelle	234
Section 17. Le prélèvement et l'identification par analyse ADN.....	235
Section 18. L'autopsie	237
Section 19. L'expertise	237
§ 1. Notion.....	237
§ 2. Le choix et la mission de l'expert	238
§ 3. Les modalités d'exécution de l'expertise.....	240
Section 20. Le repérage et la localisation des communications électroniques	241
Section 21. L'interception, la prise de connaissance, l'exploration et l'enregistrement de communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique.....	243
§ 1. Notion.....	243
§ 2. Les conditions	244
§ 3. La procédure	246
§ 4. Le droit de consultation des enregistrements	248
Section 22. La commission rogatoire.....	249
Chapitre 4. Les droits des parties durant l'instruction et le contrôle de l'instruction	249
Section 1. Les prérogatives du ministère public.....	249
§ 1. Le droit de se faire communiquer le dossier à tout moment de l'instruction	250
§ 2. Le pouvoir de réquisition	250
§ 3. Le droit d'appel des ordonnances du juge d'instruction	250
§ 4. Le contrôle de la longueur des instructions et la régularité de la procédure	250
§ 5. L'exécution des ordonnances du juge d'instruction	251
Section 2. Les droits de l'inculpé et de la partie civile	251
§ 1. La demande d'accès au dossier	252
§ 2. La demande d'accomplissement d'un acte d'instruction complémentaire.....	253
§ 3. La saisine de la chambre des mises en accusation pour les instructions non clôturées dans l'année.....	255
§ 4. La demande de contrôle de la régularité de la procédure	255
Section 3. Le contrôle de l'instruction par la chambre des mises en accusation.....	255
§ 1. Le contrôle du bon déroulement de l'instruction	255
§ 2. Le contrôle de la régularité de la procédure	256
§ 3. Le contrôle de la régularité des méthodes impliquant la tenue d'un dossier confidentiel	257
§ 4. Le recours en cassation	258
Schéma du déroulement de l'instruction	259
TITRE V. LA CLOTURE DE L'INSTRUCTION.....	261
Section 1. La procédure de clôture de l'instruction	261

§ 1. La communication du dossier au procureur du Roi en vue de l'établissement de réquisitions finales	261
§ 2. La procédure devant la chambre du conseil.....	262
A. L'avertissement et la consultation du dossier.....	262
B. La première phase (facultative) : la demande d'actes d'instruction complémentaires	263
C. La procédure à l'audience	264
D. Le contrôle de la régularité de la procédure	265
Section 2. Les ordonnances de la chambre du conseil	265
§ 1. L'ordonnance de surséance à statuer	266
§ 2. L'ordonnance de non-lieu	266
§ 3. L'ordonnance homologuant la transaction pénale ou la convention de « médiation et mesures »	268
§ 4. L'ordonnance de renvoi.....	268
A. Le renvoi devant le tribunal correctionnel.....	270
B. Le renvoi devant le tribunal de police	271
C. Le renvoi devant la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse.....	271
§ 5. La procédure particulière en vue de la saisine de la cour d'assises.....	272
§ 6. Les ordonnances rendues par la chambre du conseil en tant que juridiction de jugement	272
A. L'internement.....	272
B. La suspension du prononcé de la condamnation.....	273
Section 3. L'appel des ordonnances de la chambre du conseil.....	274
§ 1. Le droit d'appel.....	274
§ 2. La procédure	275
§ 3. Le contrôle de la régularité de la procédure	277
§ 4. Les arrêts de la chambre des mises en accusation	277
Section 4. Le recours en cassation	278
Schéma de clôture de l'instruction	279
TITRE VI. LA DETENTION PREVENTIVE.....	281
Introduction	281
Chapitre 1. Le droit commun de la détention préventive.....	282
Section 1. Les dispositions applicables	282
Section 2. Les conditions de fond applicables à toute mesure de détention préventive.....	283
Section 3. Schéma des délais et des contrôles de la détention préventive.....	285
Section 4. L'arrestation judiciaire.....	286
Section 5. Le mandat d'amener.....	286
Section 6. Le mandat d'arrêt.....	286
§ 1. Les conditions de fond.....	287
A. Les principes généraux.....	287
B. L'existence d'indices sérieux de culpabilité.....	287
C. Le seuil minimum de la peine	287
D. L'absolue nécessité pour la sécurité publique.....	288
E. Les conditions particulières pour les faits passibles d'une peine ne dépassant pas quinze ans de réclusion	288
§ 2. Les conditions de forme	289
A. L'interrogatoire préalable.....	289
B. Les mentions et la motivation du mandat d'arrêt	290
C. La signification du mandat d'arrêt	291

§ 3. L'exécution de la détention préventive par une détention sous surveillance électronique	292
§ 4. L'absence de recours contre les décisions du juge d'instruction statuant sur la délivrance du mandat d'arrêt	294
Section 7. Le droit de la personne détenue de communiquer librement et ses limites	294
Section 8. Le mandat d'arrêt par défaut	295
Section 9. Le mandat d'arrêt décerné contre l'inculpé laissé ou remis en liberté	296
Section 10. La libération sous conditions ou sous caution	297
§ 1. Notion	297
§ 2. Les conditions de fond et de forme	297
§ 3. Le choix des conditions	297
§ 4. La caution	298
§ 5. La durée de la libération sous conditions	299
§ 6. Les recours	300
§ 7. Le contrôle du respect des conditions	300
§ 8. Sanction du non-respect des conditions	300
Section 11. La mainlevée du mandat d'arrêt par le juge d'instruction	301
Section 12. Le contrôle du maintien de la détention préventive	301
§ 1. La première comparution en chambre du conseil dans les cinq jours	302
A. Le délai	302
B. L'avis de comparution et la consultation du dossier	302
C. La procédure à l'audience	303
D. La mission de la chambre du conseil	303
1. Le contrôle de la régularité du mandat d'arrêt	303
2. Le maintien de la détention préventive	304
§ 2. Le contrôle mensuel et bimestriel de la détention préventive	304
A. Le délai pour statuer (les contrôles mensuels et, ensuite, bimestriels)	305
B. La mise à la disposition du dossier	306
C. La procédure à l'audience	306
D. La mission de la chambre du conseil	306
§ 3. L'appel devant la chambre des mises en accusation	307
§ 4. Le recours en cassation	309
Section 13. L'interrogatoire récapitulatif	310
Section 14. La situation de l'inculpé lors du règlement de la procédure	311
§ 1. La remise en liberté de plein droit	311
§ 2. Le maintien facultatif de la détention préventive	311
§ 3. Les recours	312
§ 4. L'ordonnance de prise de corps	312
Section 15. La détention préventive dans la phase de jugement	313
§ 1. La requête de mise en liberté	313
§ 2. Le suivi de la surveillance électronique	313
§ 3. Le mandat d'arrêt décerné par la juridiction de jugement	313
§ 4. Le sort du prévenu dès le prononcé du jugement	314
A. La remise en liberté de plein droit	314
B. Le maintien en détention de plein droit	315
C. L'ordre d'arrestation immédiate	315
Section. 16. Obligations de la personne mise en liberté provisoire	316
Section 17. Le droit à l'information de la personne lésée et de la partie civile	316
Chapitre 2. L'indemnisation en cas de détention illégale ou inopérante	317
Section 1. L'arrestation ou la détention illégales	317
Section 2. La détention inopérante ou injustifiée	318

§ 1. Les conditions de la demande.....	318
A. Conditions préalables.....	318
B. Les conditions particulières.....	318
§ 2. L'indemnité.....	319
§ 3. La procédure.....	319
TROISIEME PARTIE. LE JUGEMENT.....	321
TITRE I. LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT.....	323
Introduction.....	323
Chapitre 1. Organisation judiciaire.....	323
Section 1. Le tribunal de police.....	323
Section 2. Le tribunal correctionnel.....	324
Section 3. Le tribunal de la jeunesse.....	325
Section 4. La cour d'assises.....	325
Section 5. La cour d'appel.....	327
Chapitre 2. La compétence.....	328
Section 1. Les règles de compétence.....	328
§ 1. Compétence matérielle, personnelle, territoriale.....	328
§ 2. Règles d'ordre public.....	329
§ 3. Jugement en premier ressort et en dernier ressort.....	329
Section 2. La compétence matérielle.....	329
§ 1. Le tribunal de police.....	329
§ 2. Le tribunal correctionnel.....	330
§ 3. La cour d'assises.....	331
§ 4. La cour d'appel.....	333
Section 3. La compétence personnelle.....	333
§ 1. Les juridictions de la jeunesse.....	333
A. La règle.....	333
B. Les exceptions.....	333
1. En matière de roulage.....	333
2. Le dessaisissement.....	334
§ 2. La cour d'appel.....	335
A. Les personnes jouissant du privilège de juridiction.....	335
B. Le jugement des ministres.....	335
Section 4. La compétence territoriale.....	335
Section 5. La prorogation de compétence en raison de la connexité de l'indivisibilité.....	336
§ 1. Extension de la compétence matérielle.....	336
§ 2. Extension de la compétence personnelle.....	337
§ 3. Extension de la compétence territoriale.....	337
Schéma de la phase du jugement.....	338
TITRE II. LE DEROULEMENT DU PROCES PENAL.....	339
Chapitre 1. Notions générales.....	339
Section 1. La publicité.....	339
Section 2. L'oralité des débats.....	340
Section 3. Le principe du contradictoire.....	341
Section 4. L'assistance d'un avocat.....	341
Section 5. Le délai raisonnable.....	342
Section 6. La médiation réparatrice.....	342
Chapitre 2. La preuve.....	342

Section 1. La charge de la preuve et le rôle des parties et du juge dans la manifestation de la vérité	343
§ 1. Le principe	343
A. Le rôle de la partie poursuivante	343
B. Le rôle du prévenu	343
C. Le rôle du juge	344
§ 2. Les corollaires du principe	345
§ 3. L'atténuation du principe	345
Section 2. La recevabilité des preuves	346
§ 1. La règle : la liberté	347
§ 2. L'exclusion de la preuve non soumise à la contradiction des débats	347
§ 3. L'exclusion à titre de preuve des déclarations d'un suspect faites en violation du droit à l'assistance d'un avocat	349
§ 4. Plus d'exclusion systématique de la preuve illicite	349
A. L'évolution de la jurisprudence de la Cour de cassation quant à l'admissibilité de la preuve illicite	349
B. La loi du 24 octobre 2013 modifiant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne les nullités	355
C. Les conséquences de l'exclusion de la preuve illicite	357
Section 3. L'appréciation de la valeur probante des éléments de preuve	357
§ 1. Le principe : la libre appréciation et la preuve de la culpabilité « au-delà de tout doute raisonnable »	357
§ 2. Les exceptions	359
A. Les procès-verbaux	359
1. Les procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux	359
2. Les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire	359
B. Le témoignage recueilli sous couvert d'anonymat complet	360
C. Les déclarations faites par le biais d'une conférence téléphonique	361
D. Les déclarations faites par le biais d'une vidéoconférence ou d'un circuit de télévision fermé avec altération de l'image et de la voix	361
E. Les déclarations faites par une personne repentie	361
F. Les moyens de preuve obtenus en vertu de l'application d'une infiltration civile	361
G. La possibilité de tirer des conséquences défavorables du silence de l'accusé	362
H. Les résultats d'un test polygraphique	362
Section 4. Aperçu de certains moyens de preuve	362
§ 1. Les éléments recueillis dans le cadre de la phase préliminaire du procès pénal	363
§ 2. L'aveu	363
§ 3. Le témoignage	364
A. Notion	364
B. L'obligation d'entendre les témoins à l'audience	364
C. Les formes de l'audition et la prestation de serment	365
D. L'anonymat partiel	366
E. L'obligation de répondre sincèrement aux questions	366
F. Le faux serment	367
G. Le témoignage anonyme complet	367
§ 4. Les expertises	368
A. Notion	368
B. La désignation et la mission de l'expert	368
C. Les modalités d'exécution de l'expertise	369
D. La valeur probante	370

§ 5. Le contrôle sur le dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation	371
§ 6. La descente sur les lieux.....	372
§ 7. Les renseignements	372
Chapitre 3. La saisine de la juridiction.....	372
Section 1. Procédés.....	372
§ 1. La citation directe.....	372
§ 2. La convocation par procès-verbal.....	373
§ 3. La procédure de comparution immédiate	374
§ 4. L'ordonnance ou l'arrêt de renvoi.....	374
§ 5. La comparution volontaire	374
§ 6. La saisine d'office.....	375
§ 7. L'exercice d'une voie de recours après une décision au fond	375
§ 8. L'arrêt de règlement de juges	375
§ 9. La remise de la convention de reconnaissance préalable de culpabilité au suspect.....	375
Section 2. Effets de la saisine	376
§ 1. La juridiction est saisie des faits infractionnels.....	376
§ 2. La juridiction ne peut juger que les personnes poursuivies	376
§ 3. La juridiction a l'obligation de statuer.....	377
§ 4. La continuité du siège.....	377
Section 3. L'accès au dossier.....	377
Chapitre 4. La comparution à l'audience, les conclusions, l'instruction d'audience et les débats.....	378
Section 1. La comparution du prévenu.....	378
§ 1. La règle.....	378
§ 2. L'exception	379
Section 2. La comparution des autres parties	380
Section 3. L'interprète	380
Section 4. L'audience d'introduction	381
Section 5. Le dépôt et la communication des conclusions.....	381
§ 1. Le dépôt des conclusions.....	381
§ 2. Calendrier pour le dépôt des conclusions.....	382
§ 3. L'exclusion des conclusions tardives.....	383
§ 4. La structure des conclusions.....	384
Section 6. L'instruction d'audience.....	384
Section 7. Les débats	385
Section 8. Le procès-verbal d'audience.....	385
Chapitre 5. La procédure de reconnaissance préalable de culpabilité	386
Chapitre 6. Le jugement	388
Section 1. La délibération des juges et le prononcé du jugement.....	388
Section 2. Le jugement.....	390
§ 1. Les espèces de jugement.....	390
A. Jugement contradictoire et jugement par défaut	390
B. Jugement définitif et jugement avant dire droit.....	390
§ 2. Le contenu et la motivation des jugements.....	391
A. Généralités	391
B. La motivation sur la culpabilité.....	392
C. La détermination et la motivation de la peine.....	393
D. La condamnation aux frais de justice, à la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne et à la contribution au Fonds des victimes d'actes intentionnels de violence	395

§ 3. Les effets des jugements.....	396
A. Le jugement a l'autorité de la chose jugée.....	396
B. Le jugement pénal n'est toutefois pas exécutoire immédiatement.....	397
§ 4. Le jugement sur l'action civile.....	397
§ 5. L'enquête particulière sur les avantages patrimoniaux.....	398
§ 6. L'enquête pénale d'exécution.....	398
QUATRIEME PARTIE. LES VOIES DE RECOURS	399
INTRODUCTION	401
TITRE I. L'OPPOSITION	401
Chapitre 1. Notion	401
Chapitre 2. Les conditions de recevabilité de l'opposition	402
Section 1. Les décisions susceptibles d'opposition	402
Section 2. Les personnes qui peuvent former opposition	403
Section 3. Les formes	404
§ 1. Signification par acte d'huissier de justice.....	404
§ 2. Autres formes.....	405
Section 4. Les délais	405
§ 1. Durée du délai.....	405
§ 2. Point de départ du délai.....	405
A. Le délai ordinaire.....	406
B. Le délai extraordinaire.....	406
C. Les prévenus détenus à l'étranger.....	407
Chapitre 3. Les effets de l'opposition	408
Chapitre 4. La procédure et la décision sur opposition	409
Section 1. L'opposant ne comparaît pas en personne ou par un avocat	409
Section 2. L'opposant comparaît en personne ou par un avocat	410
§ 1. L'examen de la recevabilité de l'opposition.....	410
§ 2. L'examen du caractère avénu ou non de l'opposition.....	411
§ 3. L'examen du fondement de l'opposition.....	412
Chapitre 5. Les recours contre la décision sur opposition	413
TITRE II. L'APPEL	415
Chapitre 1. Notion	415
Chapitre 2. Les conditions de recevabilité de l'appel	415
Section 1. Les décisions susceptibles d'appel	415
Section 2. Les personnes qui peuvent interjeter appel	416
Section 3. Les formes de l'appel	417
§ 1. Appel principal des parties en cause.....	417
A. Déclaration au greffe.....	417
B. Personne détenue.....	418
§ 2. Appel incident de l'intimé.....	418
Section 4. Les délais	419
§ 1. La règle.....	419
§ 2. Les exceptions.....	419
A. Appel subséquent du ministère public ou du prévenu.....	419
B. Appel subséquent de la partie civile.....	420
C. Appel incident de l'intimé.....	420
Chapitre 3. Les effets de l'appel	420
Section 1. Effet suspensif	420
Section 2. Effet dévolutif	421
Chapitre 4. La procédure et la décision sur l'appel	423
Section 1. La convocation des parties	423

Section 2. L'instance d'appel	424
§ 1. La composition de la juridiction	424
§ 2. L'évocation	424
§ 3. Le déroulement de la procédure.....	425
§ 4. La demande nouvelle	425
Section 3. La décision sur l'appel	426
§ 1. Décision d'avant dire droit	426
§ 2. Décision de confirmation	426
§ 3. Décision d'émendation	426
§ 4. Décision de réformation	426
§ 5. La règle de l'unanimité en cas d'aggravation de la situation du prévenu.....	426
§ 6. Décision rendue par défaut.....	427
Section 4. Concours entre l'appel et l'opposition	427
§ 1. Les deux voies de recours sont exercées par la même partie.....	428
A. Les deux voies de recours sont utilisées simultanément.....	428
B. Les voies de recours sont utilisées successivement	428
§ 2. Les deux voies de recours sont exercées par des parties différentes	428
TITRE III. LE RECOURS EN CASSATION	431
Introduction	431
Chapitre 1. Le pourvoi en cassation	432
Section 1. Notion	432
Section 2. Les conditions de recevabilité du pourvoi	432
§ 1. Les décisions susceptibles de pourvoi	432
§ 2. Les personnes qui peuvent se pourvoir.....	435
§ 3. Les formes du pourvoi	435
A. Déclaration au greffe	435
B. Signification aux parties	436
§ 4. Les délais.....	436
§ 5. Les moyens à l'appui du pourvoi	437
A. Les différents types de moyens	437
1. Griefs de forme	437
2. Griefs de fond	437
B. La forme et la présentation des moyens	438
C. Les moyens irrecevables.....	438
1. Les moyens de fait	438
2. La violation de formes non substantielles ou non prescrites à peine de nullité.....	438
3. Le défaut de pertinence à l'égard de la décision attaquée	438
4. Le défaut de précision.....	438
5. Le moyen nouveau.....	439
6. L'intérêt du demandeur.....	439
7. La règle dite de la peine légalement justifiée	439
Section 3. Les effets du pourvoi	440
§ 1. Effet suspensif.....	440
§ 2. Effet dévolutif.....	440
A. Portée du pourvoi.....	440
B. Les moyens d'office.....	441
Section 4. Procédure et jugement du pourvoi	441
§ 1. Le mémoire.....	441
§ 2. Les conclusions du ministère public.....	442

§ 3. La procédure	443
§ 4. Les arrêts	444
A. Les arrêts avant dire droit.....	444
B. La procédure de non-admission en cas de pourvoi manifestement irrecevable ou manifestement non fondé	444
C. Les arrêts décrétant le désistement ou constatant le défaut d'objet	444
D. Les arrêts de rejet.....	444
E. La cassation.....	445
1. Notion	445
2. Étendue	445
3. Cassation sans renvoi.....	446
4. Cassation avec renvoi	446
§ 5. Pouvoirs de la juridiction de renvoi	446
§ 6. Pourvoi contre la décision de la juridiction de renvoi	447
Chapitre 2. Le pourvoi dans l'intérêt de la loi	447
Chapitre 3. La dénonciation sur demande du ministre de la Justice ou du procureur général près la cour d'appel	447
TITRE IV. LA REVISION DES CONDAMNATIONS PENALES	449
Chapitre 1. Notion	449
Chapitre 2. Causes de révision	449
Chapitre 3. Procédure	450
TITRE V. LA RETRACTATION SUITE A UN ARRET DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	453
TITRE VI. LA REOUVERTURE DE LA PROCEDURE SUITE A UN ARRET DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME	455
Chapitre 1. Une procédure limitée à l'action publique	456
Chapitre 2. La demande de réouverture de la procédure	457
Chapitre 3. Le déroulement de la procédure après sa réouverture	458
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	461